



HAL
open science

De la “ personnification tragique et poignante des horreurs de l’invasion ” au spectacle éclatant de “ l’union des coeurs ”. L’instrumentalisation de l’exode des réfugiés au service de l’unité nationale (1914-1915)

Ronan Richard

► To cite this version:

Ronan Richard. De la “ personnification tragique et poignante des horreurs de l’invasion ” au spectacle éclatant de “ l’union des coeurs ”. L’instrumentalisation de l’exode des réfugiés au service de l’unité nationale (1914-1915). La France en guerre. Cinq “années terribles”, 2018. hal-02514297

HAL Id: hal-02514297

<https://hal.science/hal-02514297v1>

Submitted on 21 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**De la « personnalisation tragique et poignante des horreurs de l'invasion »
au spectacle éclatant de « l'union des cœurs ».
L'instrumentalisation de l'exode des réfugiés au service de l'unité nationale (1914-1915)**

Ronan RICHARD – CERHIO Rennes 2

« On dirait à voir tant de signes inconnus, que pour les nations commence un autre hégire¹ ». Parmi ces signes inconnus qui assimilent l'entrée dans la première guerre mondiale à ces « années terribles » dans leur sens hugolien, la question de l'exode des réfugiés tient une place particulière. En quelques jours en effet, des dizaines de milliers de réfugiés contraints à l'exil formèrent sur les routes ce que Paul Raimbault qualifia d' « immense chapelet de la misère humaine, dont chaque grain est un abîme de désespérance² ». Démunies d'expériences passées de grande envergure et de toute réglementation en la matière, les autorités allaient d'emblée affronter l'inconnu et gérer un exode sans précédent. Dans sa forme, il ne résultait pas d'un choix organisé, comme pour les 130 000 optants d'Alsace-Lorraine déplacés à la suite des traités de 1871. Improvisé dans l'urgence la plus totale, il prit l'aspect d'une véritable anarchie spontanée déferlant vers l'arrière en flots successifs. Par ses effectifs également, il était sans commune mesure avec les migrations picardes, ardennaise ou alsaciennes et lorraines de la guerre franco-prussienne. Ce fut donc une guerre nouvelle à laquelle se trouvèrent confrontées des autorités sans logiciel adapté, avec tout son cortège d'improvisations, d'angoisses et d'incertitudes. Par le récit de leurs expériences, les réfugiés dévoilèrent d'emblée aux populations de l'arrière l'impensable, l'inimaginable : la guerre, partout clamée comme conquérante, courte et triomphale, s'était non seulement invitée sur le territoire national mais elle y avait aussi victimisée les civils comme jamais auparavant. Près de 10 % des populations résidant dans la zone d'invasion, confrontées à des violences inouïes, psychologique, matérielles et corporelles, avaient déjà fui au printemps 1915. L'exode des réfugiés constitue donc bien l'une de ces nouveautés tragiques qui fonde cette référence à l'année terrible. Avec ces migrants forcés, la défaite débarqua dans les gares, en même temps que la crainte d'une invasion qui réveillait les vieux démons de 1870. Leur drame et leurs souffrances, par la grande vague de compassion qu'ils suscitèrent, allaient pourtant permettre aux autorités de remobiliser et d'unir la population sous la bannière du Droit et de la civilisation. L'apparition, dès l'automne 1914 mais plus encore à partir de 1915, de craquements de plus en plus audibles dans cette unité nationale n'empêcha nullement la survivance, après guerre, d'un discours en partie falsifié célébrant l'union des cœurs et la solidarité des Français soudés dans l'adversité des terribles premiers mois de guerre, contre la barbarie des « forces noires ».

Les réfugiés : des « oiseaux de mauvaise augure »

La chronologie de l'exode fut doublement liée, d'une part aux progrès de l'invasion allemande, de l'autre à un facteur plus psychologique et au choix cornélien qui transparaît bien sous la plume d'Albert

¹ HUGO Victor, *L'année terrible*, Miche Levy, Librairie Nouvelle, Paris, 1872, 331 p., p. 48.

² RIMBAULT Capitaine, *Journal de campagne d'un officier de ligne*, Paris, Berger-Levrault, 1916, 272 pages, p. 74.

Berthier de Sauvigny :

« Que faire ? Les autorités ne nous envoient aucun ordre ni aucun conseil. Dois-je laisser la population de mon village exposée à un bombardement, ou dois-je la faire évacuer ³ ? »

Dans son village de Cœuvres, comme dans bien d'autres localités, faute d'ordre d'évacuation formel, le Maire et ses administrés durent faire face seuls à ce dilemme dans un contexte de peur alimenté par les échos de la bataille. L'exode s'étala en vagues successives, entre le 24 août et le 1^{er} septembre. La première transporta les femmes et les enfants des familles de notables vers des résidences familiales ou amicales. Elle précéda de quelques jours le gros « d'une débâcle inouïe et fatale⁴ », immense flot d'évacués ralliant les villages encore épargnés au rythme des poussées de l'ennemi. Ce « grand Trek de migrants » réunissait toutes les classes de la société : « paysan, avec son petit ballot ; ouvrier, avec quelques hardes ; petits rentiers, commerçants avec leurs valises ; bourgeois enfin, traînant un chien et quelques malles ⁵ ». Ces convois, croisant la marche forcée des unités militaires montant au front, ou se mêlant au rapatriement des blessés puis à la retraite des troupes françaises et anglaises, participaient de cette cohue indescriptible décrite par le sergent Marc Bloch, le 25 août 1914 :

« Nous devons les voir souvent, pendant la retraite, les pauvres évacués, encombrant de leurs voitures les routes et les places des villages, dépaysés, ahuris, bousculés par les gendarmes, gênants et pitoyables ⁶. »

Isabelle Rimbauld, elle-même réfugiée, décrivit avec justesse cet amalgame de véhicules, de bêtes et de gens, chacun s'efforçant, au terme d'une « chasse aux souvenirs » précipitée, de réunir ces objets intimes, véritables « reliques », qui, là où ils s'échoueraient, les raccrocheraient au souvenir de leur maison⁷. D'où ce spectacle pathétique offert par les réfugiés aux combattants qui les croisèrent, comme Jean Galtier-Boissière :

« Dans de grandes carrioles découvertes, les paysans qui fuient devant l'envahisseur ont empilé ce qu'ils possédaient de plus précieux. Au faite d'un hétéroclite entassement de meubles, de ballots énormes, de cages à poules, de piles de linge, sont juchés des femmes, des enfants en bas âge, des infirmes ; il y a aussi des vieilles à bonnet blanc, toutes ridées, qui, assurément, n'avaient jamais quitté leur village et regardent défiler les paysages avec des yeux vides de pensée ⁸. »

Si beaucoup transitèrent par Paris, dont les gares connurent alors une immense pagaïe, d'autres rallièrent leur département de refuge au terme d'un cheminement chaotique, improbable et sans aucune logique ni anticipation. Ainsi, ce convoi mêlant évacués, réfugiés et « indésirables » arriva dans les Côtes-du-Nord au terme d'un périple ainsi décrit par un Maire qui assista à leur accueil :

« On en embarqua trois cents dans un train ad hoc, et le mécanicien de demander comme le cocher de fiacre de jadis : « Hé bien, patron, où allons nous ? » Cette seule question n'avait pas été prévue, semble-t-il. « A l'Ouest et pas trop vite », fut-il répondu. Et voilà le train en marche à petite allure. Au bout de quatre jours et autant de nuits avec quelques boîtes de singe, de l'eau et un peu de pain, le convoi arriva à Saint-Brieuc,

³ BERTIER DE SAUVIGNY Albert, *Pages d'histoire locale 1914-1919. Notes journalières et souvenirs*, Association Soissonnais 14-18, 1934, rééd. 1994, 523 p., p. 31.

⁴ RIMBAUD Isabelle, *Dans les remous de la bataille*, Chapelot, Paris, 1917, 262 p., p. 34.

⁵ DESAGNEAUX Henri., *Journal de guerre 14-18*, Paris, Denoël, 1971, 294 p., p. 28.

⁶ BLOCH Marc, *Écrits de guerre (1914-1918)*, Paris, Armand Colin, 1997, 196 pages, p. 121.

⁷ RIMBAUD Isabelle, *op. cit.*, p. 58.

⁸ GALTIER-BOISSIERE Jean, *Mémoire d'un Parisien*, Parsi, La Table Ronde, 1960, 412 p., p. 153.

où rien n'avait été annoncé, m'a-t-on dit, et par conséquent préparé⁹. »

« On s'installe dans la guerre comme dans une maison neuve » écrivait un chroniqueur beauvaisien cité par Jean-Jacques Becker¹⁰. Nulle expression n'est plus appropriée pour décrire l'ambiance dans les gares d'accueil de ces convois. En effet, les plans officiels, qui tablaient sur une guerre triomphale, n'avaient à aucun moment anticipé une intrusion de l'ennemi sur le territoire national pas plus que les potentiels mouvements de population induits par cette invasion. Les réfugiés n'avaient fait l'objet, avant guerre, d'aucune circulaire, d'aucune réglementation ni d'aucun plan d'organisation de leur accueil. L'État, complètement désarmé, s'en trouva réduit à déléguer cette question aux acteurs de terrain, préfets et élus locaux. Dans l'Ouest, le premier convoi de réfugiés débarqua en gare de Nantes 5000 réfugiés italiens dès le 5 août, prenant de cours des autorités locales qui, n'ayant pas été averties, en furent réduites à improviser leur réception. Les quelques lignes d'Émile Gabory laissent transparaître la fébrilité voire la panique qui s'emparèrent alors des acteurs de terrain :

« (...) Personne n'a été prévenu ici de leur arrivée. Des femmes ont accouché en cours de route, sur des plates-formes. Quatre cents enfants, dont la plupart sont malades, gémissent affamés. Il faut les secourir au plus tôt, et d'abord les nouveaux-nés. Le Maire prend la tête de l'organisation des secours. Toute la nuit, avec les autos disponibles, on réquisitionne pain, lait, bouteilles, tétines. On pille littéralement l'Hôtel-Dieu ; on réveille boulangers, épiciers, pharmaciens, etc... Maire, Secrétaire général, Directeur du Bureau d'Hygiène, Économe chargent et déchargent les autos, improvisent des biberons, font boire les enfants, aident à la toilette des tout petits¹¹. »

Le gros de cet exode ne toucha pourtant dans l'Ouest qu'à partir du 26 août, date d'arrivée des premiers réfugiés belges en gare de Rennes et de Nantes, prémises d'une déferlante d'autres transports dont la plupart ne furent pas annoncés. A Rennes, le premier train entra en gare à 4 heures du matin et le préfet, « prévenu en hâte », dut se démener pour ravitailler ces 1600 réfugiés qui n'avaient pas mangé depuis 24 heures. Au total, près de 4000 personnes débarquèrent dans cette ville en l'espace d'une semaine, répartis en 6 convois dont un seul avait été annoncé, ce qui provoqua chez le préfet d'Ille-et-Vilaine, un désarroi nettement perceptible dans ce télégramme adressé au ministre de l'intérieur :

« Sans songer à protester en vous donnant assurance que toutes dispositions sont prises par moi pour assumer au mieux tout service dont vous jugerez bon de me charger, je me permets de vous demander donner instructions pour que convois soient annoncés par service compétent avant leur arrivée en gare¹². »

De surcroît, le manque de communication ne fut pas le seul obstacle à un accueil organisé et adapté de ces réfugiés. Même lorsque les autorités étaient averties, les effectifs prévisionnels variaient parfois à chaque télégramme et nul ne pouvait estimer le chiffre réel des individus à prendre en charge. Enfin, la composition même des convois achevait de faire de la mission des autorités accueillantes un véritable casse-tête. En effet, ce défilé bigarré et hétéroclite investissant les gares en quelques jours ne comprenait pas toujours que des réfugiés. Il brassa aussi parfois ensemble des évacués d'office, des réfugiés de la zone de front, des Parisiens apeurés fuyant la capitale, des étrangers suspects ou ennemis, des blessés

⁹ *L'Électeur des Côtes du Nord*, 23 octobre 1915.

¹⁰

¹¹ GABORY Émile, 1923, *op. cit.*, « Livre d'or des cantons de Nantes », p. 987.

¹² Arch. du S.H.A.T., 5 N 84, télégramme du préfet d'Ille-et-Vilaine au ministre de l'Intérieur, septembre 1914.

des premiers engagements de la mi-août voire même parfois des déserteurs. Cet amalgame incohérent nécessitait un accueil différencié, dans des gares devenus de véritables théâtres de la guerre attirant foules de badauds en quête de spectacle ou d'informations de première main dont la présence rendait la tâche des autorités terriblement complexe. Accueillir, reconforter, ravitailler, héberger puis répartir cette masse de réfugiés sur le territoire départemental, telle était l'épineuse mission des préfets durant ces jours et ces nuits dantesques de la fin du mois d'août et du début du mois de septembre 1914. Mais au delà de l'urgence matérielle, un autre défi attendait ces représentants d'un État apathique et désemparé : celui de conjurer la peur et le découragement de l'arrière face à cet exode qui trahissait très concrètement cette réalité que les autorités tentaient encore de dissimuler, celle des revers militaires, de l'invasion de la France par les troupes allemandes et du spectre de la défaite.

Si l'on en croit Jean-Baptiste Duroselle, l'illusion des civils quant à la situation militaire des armées françaises aurait été brutalement rompue par l'aveu laconique des revers français contenu dans le communiqué du 29 août sur la situation du front. En réalité, les curieux massés autour des gares parisiennes et des grandes villes de l'arrière étaient, à cette date, déjà avertis depuis quelques jours de l'invasion de la Belgique et des départements du Nord et de l'Est de la France par les récits des réfugiés, « oiseaux de mauvaises augures » dont la seule présence sur les quais disait l'échec des plans français. La priorité consistait donc donner à cet exode un sens qui ne fut pas défaitiste.

Le réfugié, instrument de l'unité nationale

Dès les premières arrivées, deux postures se firent jour dans les discours. Une première tendance consista à dévier les regards du front pour mieux nier – ou du moins taire – les échecs militaires. Plus surprenant même, les traditionnelles prophéties triomphalistes retrouvèrent une nouvelle vigueur, appliquant à merveille les principes de la prophétie autoréalisatrice très en vogue alors sous l'impulsion d'Émile Coué. Un discours officiel s'imposa dans les écrits et les discours, adaptant à la situation militaire les bases de cette fameuse méthode d'autopersuasion positive : si étant vaincu, nous imaginons que la victoire est possible, celle-ci se produira si elle est possible. Le début du mois d'août avait été logiquement propice à cette surenchère de prévisions dont se gaussera après guerre le docteur Lucien-Graux : textes antiques et poussiéreux, communications de l'au-delà, interprétations de Nostradamus divers, combinaisons de chiffres ou autres révélations « propres à instruire l'opinion sur l'impénétrable des événements futurs¹³ ». Pourtant, la conjonction de l'arrivée des réfugiés et des timides aveux officiels de l'invasion militaire n'enraya pas la dynamique. Après avoir gratifié son lectorat de deux premières prédictions antérieures à l'arrivée des réfugiés, *L'Éclaireur dinannais* publia ainsi quatre prophéties en l'espace d'une semaine, annonçant la disparition de l'Empire allemand en 1914. En fait, l'une d'elles la situait peut-être en 1913 mais qu'importait aux yeux de son éditorialiste Jacques Labeille : « l'Empire a reculé de quelques mois l'échéance fatale, mais le rideau vient enfin de se lever sur le dernier acte du drame. Que le destin fasse son œuvre ! ». De nombreux autres journaux participèrent à cette véritable

¹³ LUCIEN-GRAUX Dr, *Les fausses nouvelles de la Grande Guerre*, Tome 1er, Paris, l'Ed. Française illustrée, 1918, 393 p., chapitre XII, « Les prophètes de la Grande Guerre », p. 274.

anthologie destinée à soutenir le moral de leurs lecteurs, conviant ici un mage indien fixant le triomphe de la France à novembre 1914 ¹⁴, là quelques mystérieuses figures ecclésiastiques, tels l'abbé Souffrant ¹⁵ ou le moine Johannes ¹⁶ ou encore une muette mourante, annonçant le succès allié pour le 17 octobre 1914 ¹⁷. Toutes ces prédictions, généralement rapportées « sous toutes réserves », n'en entretenaient pas moins un état d'esprit général porté vers le triomphalisme et l'illusion de guerre courte qui ne manqua pas de contaminer jusqu'aux mobilisés eux-mêmes, si l'on en croit les récits de leur départ rédigés par les instituteurs dans les notices communales. La seconde posture consistait à instrumentaliser les réfugiés dans une rhétorique de croisade pour la civilisation. Si la défaite militaire de la France passait inaperçue, la défaite morale de l'Allemagne devint une constante dans les discours. On retrouve, sous la plume des élus ou des éditorialistes, ces élans hugoliens sur les forces noires et sur ces « Huns de l'Attila moderne » s'en prenant à la France, patrie des Lumières et de la liberté. Cette fougue transpira ainsi début septembre 1914 sous la plume du rédacteur en chef de *L'Union Libérale*, Édouard Guyomard, dans un éditorial teinté du manichéisme le plus radical :

« L'indifférence est bannie de la planète : il faut être pour ou contre la France ou l'Allemagne, avec ou contre le pangermanisme ou la liberté. Les peuples sont dissous, les nations sont voilées, deux êtres formidables restent en présence, deux tendances contradictoires de la nature humaine : la Force et le Droit. Qui l'emportera ? ».

Assimilant les Allemands à des colosses fossiles voués à la destruction, il prédisait que la civilisation serait rapidement purgée de ces parasites, tyranniques, barbares et rétrogrades dont la brutalité et la sauvagerie avait réveillé la conscience universelle et indigné jusqu'aux peuplades les plus reculées et désintéressées pour conclure dans une envolée lyrique

« Fils d'une même chair, les hommes non dégénérés ne peuvent pas voir souffrir leurs semblables. Devant leurs frères qu'on sacrifie, ils ne peuvent rester stupidement impassibles comme des bœufs à l'abattoir. [...] Devant l'attaque bestiale des Teutons, les victimes se rapprochent comme des amants ¹⁸. »

Cet appel à une solidarité qui rehaussait les Français s'accompagnait toujours d'un recours au registre victimaire et compassionnel. Outre qu'elle constituait un puissant levier pour déclencher les dons, cette compassion, nourrie de descriptions détaillées des exactions subies par les réfugiés, engendrait l'indignation face à une barbarie élevée au rang de tare génétique universelle outre Rhin. Cette instrumentalisation de la haine faisait écho, à nouveau, aux « années terribles » de Victor Hugo qui évoquait cette « fierté de ceux qu'on a mis à la chaîne, de n'avoir désormais d'autres abris que la haine ¹⁹ »

Ce discours se manifesta dès les premières cérémonies d'accueil, lorsqu'une certaine anticipation permit seulement de les organiser, particulièrement dans les villes secondaires où les réfugiés, une première fois pris en charge dans les plus grandes gares, furent ensuite transférés pour être affectés dans leur

¹⁴ *Le Journal de Lannion*, 12 septembre 1914.

¹⁵ « La première grande bataille décisive aura lieu entre les deux fêtes de Notre-Dame (l'Assomption, 15 août, et la Nativité de la Vierge, 8 septembre). Les Allemands seront écrasés, l'Empereur périra avec ses deux fils. La France recouvrera l'Alsace et la Lorraine et des années de paix joyeuses régneront sur le monde. » (*Le Journal de Fougères*, 5 septembre 1914).

¹⁶ *Le Réveil fougérais*, 19 septembre et 8 octobre 1914.

¹⁷ *L'éclaireur du Finistère*, 25 septembre 1914.

¹⁸ *L'Union libérale*, 13 septembre 1914.

¹⁹ HUGO Victor, *op. cit.*, p. 142.

commune de résidence. Disposant d'un certain délai, sous-préfets et maires purent en profiter pour constituer un comité d'accueil patriotique chargé d'orchestrer cette réception, que la présence continuelle de la foule aux abords des gares, parfois avertie par le tambour de la ville, transformait en véritable manifestation de solidarité patriotique savamment mise en scène. Parfois gauche lorsqu'il était improvisée dans l'urgence, cet accueil était toujours empreint de bonne volonté, à l'image de celui narré par René Benjamin

« Les notabilités de la petite ville : le maire qui est sourd ; le châtelain qui est bègue, et l'avoué, perdu dans les bouffées de sa pipe (...). L'interprète, dévoué, traduit comme il le peut les bégaiements du châtelain, puis redonne en échange dans son jargon les réponses flamandes, que le châtelain ne s'assimile que lorsqu'il les rebégaie. Ajoutez le maire qui dit tout le temps : « Quoi donc ? Qu'est-ce qu'ils racontent ? » Représentez-vous des vieillards et des femmes, fatigués, hébétés, parce qu'on les regarde, et vous aurez quelque idée de l'arrivée touchante et comique des Belges dépaysés, parmi des Français curieux, à la fois maladroits et compatissants²⁰. »

En bien des villes, ce cérémonial type connut ses répliques mobilisant les mêmes ingrédients : présence des autorités civiles et religieuses entourées d'une kyrielle de notabilités assemblées dans un esprit d'union sacrée, attroupement massif d'une foule recueillie et compatissante, discours patriotiques et réconfortants ponctués parfois de chants d'enfants avant le défilé collectif vers le local réquisitionné pour le ravitaillement des infortunés arrivants. La presse locale achevait, dans ses éditions du lendemain, de conter par le détail ces poignantes cérémonies sans lésiner sur les récits de réfugiés propres à susciter pitié et colère mêlées afin d'ancrer définitivement dans les esprits cet esprit de croisade pour le droit. Reste à savoir si cette habile manœuvre de détournement des regards et de dissimulation d'une réalité démoralisante put parvenir à contaminer durablement les populations de l'arrière, dans toute leur diversité géographique, sociale et culturelle ?

Les réfugiés : des vecteurs d'unité pérennes et unanimes ?

Si les réfugiés constituaient, dans le contexte dramatique et angoissant des premières semaines de guerre, un vecteur efficace au service de l'unité nationale, ils ne pouvaient le rester durablement. D'une part parce que la pitié, ressort principal de cette instrumentalisation, est toujours par nature éphémère, comme put le constater cet observateur en gare de Rennes le 28 août 1914, deux jours après l'arrivée des premiers Belges :

« On sent chez les gens que l'on rencontre quelque chose d'indéfinissable, une angoisse latente que nul n'ose avouer. Ce soir, les Belges ne font plus recette. On ne songe plus à ces pauvres gens. Les réfugiés français arrivent du Nord, de l'Aisne²¹. »

Parallèlement, certains acteurs de la prise en charge des réfugiés virent rapidement d'un mauvais œil cette surenchère compassionnelle et de plus en plus fantasmagique. De vives inquiétudes se firent ainsi jour au sujet de l'inflation des articles rapportant « ce qu'ils ont vu²² » et colportant quantités de récits de

²⁰ BENJAMIN René, *La guerre. Sous le ciel de France*, Paris, Arthème Fayard, 1916, 317 p., p. 250.

²¹ *L'Union Libérale*, 6 septembre 1914.

²² *L'Ouest-Éclair*, 27 août 1914.

pillages, d'incendies, d'exactions, de mutilations d'enfants ou d'assassinats, avec une dose d'exagération dénoncée par certains réfugiés comme Albert Dauzat :

« Lorsqu'ils arrivent à l'arrière, on leur demande les récits de ce qu'ils ont vu, récits que l'auditeur s'attend à trouver impressionnants et tragiques... Le narrateur perçoit très bien ce désir ; de son côté, il veut paraître bien informé, d'où sa tendance, plus ou moins inconsciente, à exagérer, à amplifier...²³ »

Également réfugiée, Isabelle Rimbaud déplora aussi ces récits troubles et décousus qui finissaient par déclencher la suspicion des populations autochtones²⁴. Certains élus s'inquiétaient enfin des risques induits par ces récits angoissants aussi bien pour l'ordre public que pour le moral de l'arrière. Georges Le Bas estimait ainsi que les descriptions terribles des combats de Péronne et Bapaume et des cruautés perpétrées par les Allemands expliquaient en grande partie cet accès de panique qui affecta la Seine-Inférieure au début du mois de septembre 1914²⁵. Le risque de contagion de ces peurs collectives inspira à certains journaux, comme *Le Réveil des Côtes-du-Nord*, un appel à la raison :

« S'il est naturel que blessés et réfugiés impressionnent notre sensibilité, leur spectacle ne doit cependant pas nous déprimer... c'est la guerre. Il faut y puiser la volonté de vaincre avec celle de remédier dans toute la mesure du possible à ces misères inévitables²⁶. »

Ainsi, en décembre 1914, le réfugié n'était-il déjà plus considéré comme un instrument efficace de propagande germanophobe. Installé dans sa commune de résidence, l'onde de choc de son arrivée était passée et l'heure était désormais à son intégration, laquelle commençait à poser question et à susciter quelques réserves. Le rejet des réfugiés restait, certes, un phénomène marginal et inadmissible au regard des impératifs de solidarité martelés par les autorités. « Pour être reçu partout à bras ouverts, écrivait cet éditorialiste, il est assez d'un titre : le malheur²⁷ ». Pourtant, quelques accrocs précoces émanant de d'élus locaux décomplexés commencèrent à fissurer ce bel édifice d'unité nationale solidaire, à l'instar de ce maire de Loire-Inférieure :

« Sous préfet prétend imposer 5 réfugiés par famille dans ma commune je refuse prendre réquisitions illégales réfugiés par militaires personne n'en demande [...] Peut pas nourrir indéfiniment 150 personnes qui trouveront pas travail²⁸. »

Ces rares édiles réfractaires s'attirèrent immédiatement les foudres du préfet qui usa de la coercition pour les faire rentrer dans le rang tout en s'efforçant de les culpabiliser en soulignant leur isolement. Plus inquiétant constituait la résistance affichée d'emblée par des élus d'envergure nationale ou par des représentants de l'État. Ce fut le cas à Dinan où, un mois à peine après leur arrivée, le sous-préfet local exprima la lassitude des autochtones face aux exigences et à la paresse des réfugiés :

« Certains habitants ont même été trop bons et ont nourri, et nourrissent encore à rien faire, des gens robustes qui flânent toute la journée et ne cherchent pas à travailler²⁹. »

Ce pamphlet fut immédiatement cautionné par le député Baudet, figure de la vie politique bretonne,

²³ DAUZAT Albert, *Légendes, prophéties et superstitions de la guerre*, Paris, La Renaissance du Livre, 1919, p. 36.

²⁴ RIMBAUD Isabelle, *op. cit.*, p. 105.

²⁵ LE BAS Georges, *op. cit.*, p. 57.

²⁶ *Le Réveil des Côtes-du-Nord*, 3 septembre 1914.

²⁷ *L'Union libérale*, 13 septembre 1914.

²⁸ Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 Z 608.

²⁹ Arch. départ. Côtes d'Armor, 10 R 169, correspondances préfets et sous-préfets, lettre du sous-préfet de Dinan, 6 octobre 1914.

lequel n'hésita pas à qualifier un grand tiers des arrivants de « race d'évacués feignants et exigeants » ayant suscité le dégoût général et dont personne ne voulait plus³⁰.

Plus insidieuse constituait la tendance, dominante cette fois, à conditionner l'accueil des réfugiés en l'assortissant de critères d'acceptation pas toujours désintéressés. A Cherbourg, l'enquête municipale nous renseigne avec précision sur cette forme de solidarité marchandée. Loin de l'accueil empressé, spontanée et gratuit que les discours et éditoriaux appelaient de leurs vœux, seuls 276 foyers renvoyèrent le formulaire en mairie. Sur ce total, plus de 80 % de ces fiches conditionnaient l'accueil à l'âge, au sexe, aux compétences professionnelles ou à la moralité de ces populations déracinées, à la perception d'une aide au logement ou à l'obtention d'une exemption de taxes. Cette dérive précoce vers une solidarité conditionnée et/ou subventionnée se renforça en 1915, l'enlisement du conflit étant perçu par les propriétaires accueillants comme une rupture du contrat moral les liant à l'État. Chaque foyer accueillant avait en effet consenti des sacrifices matériels en fondant sa solidarité sur des promesses de guerre courte et victorieuse. L'année 1915 constitua bien une charnière dans les représentations et les attitudes en installant l'arrière dans une guerre, sinon longue, du moins de courts termes successifs d'une durée qui devint clairement incertaine. Les considérations matérielles et individualistes reprirent peu à peu de la vigueur, et tout spécialement dans les stations balnéaires où l'approche de la nouvelle saison estivale laissait entrevoir quelques perspectives de redémarrage. Le rapport du contrôleur général Rigaud sur la région de Saint-Malo est sur ce point lumineux. Les réfugiés ayant été accueillis à une période où presque tous les logements avaient été désertés par leurs clients habituels, toutes les locations avaient été consenties sans durée limitée et à des prix généralement modérés voire gratuitement, « toutes parties ayant pensé à ce moment, que la durée de ces conventions prendraient fin avant la saison de 1915 ». Le rapporteur concluait ainsi :

« Sans s'arrêter, en effet, aux propriétaires (...) qui voudraient tirer parti de la situation et réaliser des bénéfices illicites au moyen de locations nouvelles, (...) il faut prendre en considération, d'une façon particulièrement bienveillante, la situation de ceux qui ont, non seulement loué aux réfugiés leurs immeubles pour des prix notoirement inférieurs à leur valeur locative annuelle, mais qui ont mis gratuitement leurs villas et leurs appartements meublés à la disposition de ces réfugiés. Il est certain qu'on ne peut opposer aucune résistance à la très juste prétention qu'ils ont de reprendre la libre disposition de leurs immeubles pour essayer d'en retirer un gain légitime qui, dans certains cas, peut leur être nécessaire pour vivre³¹. »

Cette désillusion de 1915 et le retour en force des intérêts particuliers s'accompagna donc d'une forme de redistribution spatiale des réfugiés, les familles les plus aisées investissant les stations balnéaires ou les quartiers urbains les plus cossus, les autres se tassant dans des garnis déjà archicomblés des quartiers populaires des grandes villes ou dans les campagnes les plus enclavées de l'intérieur.

Pour enrayer cette tendance, l'autorité préfectorale devait disposer sur le terrain d'un réseau étoffé de relais aptes à diffuser et à nourrir cette solidarité nationale dont il était le garant dans son département. La presse locale, plutôt unanime sur la question des réfugiés, pouvaient prétendre jouer ce rôle. Durant

³⁰ *Ibid.*

³¹ Arch. départ. Ille-et-Vilaine, R SUP 33/1, assistance médicale gratuite pour les réfugiés, rapport du contrôleur Rigaud, 21 juin 1915.

les premières semaines, de nombreux organes locaux s'efforcèrent effectivement de soutenir de manière plutôt consensuelle la campagne de solidarité en faveur des réfugiés en publiant de nombreuses piqûres de rappels. En novembre 1914, *L'Éclaireur du Finistère*, dans un long plaidoyer intitulé « les réfugiés ont froid », exhorta ainsi ses lecteurs à ne pas faiblir dans leur générosité, insista évidemment sur le sort des enfants :

« Les petits frissonnent car les malheureux ont dû abandonner leurs foyers, poursuivis par les barbares, et ils sont arrivés revêtus de simples vêtements qu'ils portaient au moment de leur fuite précipité ³².»

Signe tangible des failles de la solidarité, il dut renouveler deux fois son appel en décembre, avant de désertier ce terrain, comme la grande majorité des journaux en 1915. De fait, ceux-ci ne furent jamais en capacité d'influer sur les comportements. D'une part car leur nombre avait subi très directement l'impact de la mobilisation. Dans le Morbihan, seuls 5 titres avaient survécu à l'entrée en guerre sur la vingtaine existant au 1er août 1914. D'autre part, ils étaient finalement peu lus, en particulier dans les campagnes où les tensions entre autochtones et réfugiés apparurent le plus précocement. « Le Breton n'achète pas les journaux, surtout à la campagne, et ne se tient guère au courant des nouvelles de la guerre³³ », notait ainsi le sous-préfet de Pontivy, dans le Morbihan, tandis qu'un brigadier insistait sur l'ignorance des femmes : « elles lisent peu les journaux aussi, à nos passages, des nouvelles nous sont demandées³⁴ ». Cet obstacle concernait spécialement les campagnes bretonnantes où les populations n'avaient accédé à la langue française qu'au cours d'une ou deux courtes parenthèses, à l'école puis, pour les hommes, durant leur service militaire, avant de l'oublier rapidement. De surcroît, le réfugié ne constitua pas vraiment un sujet iconographique de choix, ni pour la presse, ni pour les éditeurs de cartes postales.

L'école représentait un deuxième levier. L'enfant était plus qu'un simple acteur contribuant, à sa façon, à l'effort de guerre. Il pouvait à l'occasion relayer un certain nombre de message auprès de sa famille. Une véritable pédagogie de guerre fut peu à peu élaborée afin d'impliquer la jeunesse dans cette guerre pour le droit. Si l'on trouve assez peu de sujets de rédaction portant sur les réfugiés, le discours compassionnel passait davantage par le dessin. Violences vécues, imaginées voire fantasmées se conjugaient dans ces productions iconographiques où les enfants dessinaient à la fois ce qu'ils avaient vu et ce que leur inspiraient les récits glanés çà et là au contact des réfugiés accueillis dans leur village, leur quartier ou leur école. L'instrumentalisation de l'enfant put ainsi jouer un rôle durant les premières semaines dans cette campagne de sensibilisation de l'arrière aux malheurs des réfugiés. Il pouvait répercuter les récits entendus, relayer le devoir de solidarité et même y contribuer personnellement lors des quêtes organisées durant les journées patriotiques. Pourtant, ce relais devint vite inopérant. En cause, d'une part, la baisse de la fréquentation scolaire, constante dès 1915. Ce fut le cas dans les grandes villes, comme à Nantes où dès le mois de juin, des enfants furent embauchés dans les fabriques locales. Ce le fut encore bien davantage dans les campagnes. En Centre Bretagne, les enfants étaient dès l'âge de 11 ans très recherchés pour les travaux agricoles et justement rémunérés. De ce fait, les garçons étaient presque tous occupés ce qui impacta vivement l'assiduité scolaire. Rattrapés par les

³² *L'Éclaireur du Finistère*, 21 novembre 1914.

³³

³⁴

difficultés matériels et plongés trop tôt dans un monde d'adultes, les jeunes délaissèrent peu à peu le travail scolaire, fumant, buvant et s'occupant davantage de leurs intérêts personnels³⁵. Souvent isolés dans leurs initiatives, certains directeurs d'école constatèrent amèrement qu'à l'instar de leurs parents, les enfants, trop faiblement instruits, se montraient facilement influençables et que leur dévouement à la cause collective avait vite pâti des effets induits du conflit. « Nous n'avons jamais travaillé dans de si mauvaises conditions, déplorait ainsi cette directrice d'école nantaise, et jamais eu des enfants si peu appliqués. Tous les maîtres, sans exception, se plaignent de leurs élèves, les trouvent inattentifs et incapables d'un effort suivi³⁶ ».

Au final, les seuls vrais relais de la ligne solidaire restaient les comités. Dans les villes, dès les premiers convois, autorités locales et bonnes volontés issues de la société civile fédérèrent leurs efforts et formèrent des embryons de comités constitués d'une kyrielle de notabilités réunissant les conditions d'éducation, d'aisance financière et de temps libre nécessaires à la pratique de la solidarité organisée. Parfois d'initiative privée, comme le petit comité créé par Louise Weiss à Saint-Quay-Portrieuc, ces organismes partageaient généralement, outre cette composition sociale élitiste, une forte féminisation, une tendance de plus en plus marquée au verrouillage institutionnel et une volonté affichée de mettre sous le boisseau les dissensions du passé en se ralliant à l'« union sacrée ». Lieux de rencontre incontournables du gotha socio-culturel local, ils constituaient donc des réseaux d'influences étoffés susceptibles de soutenir, par le biais de leurs relations sociales quotidiennes, la flamme vacillante de la solidarité en faveur des réfugiés. Très investis dans le secours matériel quotidien, ils ne parvinrent pourtant pas à enrayer ce déclin précoce de l'élan patriotique. Socialement et culturellement, ils étaient trop peu représentatifs des populations accueillantes des quartiers populaires où se concentraient les problèmes. Leur dévouement ne put souvent qu'apaiser les tensions liées à l'exode rural des réfugiés et à l'afflux dans les villes d'une population flottante difficile à gérer. D'autre part, les temps forts médiatiques étaient peu nombreux. Seule une des quatre journées organisées à Nantes en 1915 concernait les réfugiés, comme à Vannes où les bénéfices de la « Journée des éprouvés de la guerre » étaient partagés entre seize œuvres charitables différentes. Le préfet du Morbihan s' alarma d'ailleurs dès janvier 1915 de l'essoufflement de la générosité collective. Dans les campagnes, les instituteurs déplorèrent également la baisse inexorable de l'enthousiasme des quêteurs et l'accueil froid reçu au contact d'une population peu empressée à répondre aux sollicitations et toujours plus avide de recevoir que de partager. Restaient les fêtes charitables dont l'objectif était d'attirer un public nombreux et de susciter des dons spontanés. Pour ce faire, leurs programmes prenaient, à l'instar des cérémonies d'accueil, une coloration souvent volontairement dramatisée. Près de Saint-Malo, une soirée au profit des blessés, organisée le 5 décembre 1914, débuta ainsi par l'intervention d'une « mignonne fillette réfugiée du Nord, qui (émut) l'assistance au récit de ses malheurs³⁷ ». On trouve cependant peu de traces de ces fêtes de charité. Si elles contribuaient à souder les bonnes volontés et à apporter un témoignage public de la solidarité nationale, chacun savait qu'il s'agissait là, pour reprendre l'expression du maire de

³⁵ *Ibid.*, notice d'Hénansal.

³⁶ *Ibid.*, école de filles de la rue Ampère, années 1918-1919.

³⁷ Arch. départ. Ille-et-Vilaine, 1 F 1768, dossier d'un instituteur, Théodore Chalmel.

Vitré, « d'une goutte d'eau dans l'océan pour la réparation de pertes et de dommages qui (échappaient) à toute appréciation ³⁸ ».

Face à cette organisation et à cette structuration des organismes de secours urbains, leurs pendants ruraux se dissimulent au regard du chercheur. Dans certains départements, ce ne fut que sous l'impulsion du préfet que des comités communaux virent le jour, souvent tardivement, afin de servir de relais local aux actions de secours institutionnelles. Placés généralement sous l'autorité du maire et chargés de soulager le travail des services municipaux, ces regroupements de bonnes volontés restèrent souvent informels et leurs créations comme leurs actions très aléatoires et très contrastées. Le seul relais fiable de la politique de solidarité en milieu rural s'incarnait donc dans le maire. Pour autant, face aux tâches écrasantes imposées « du soir au lendemain » par le pouvoir central à un échelon municipal souvent durement affaibli par la mobilisation, l'édile municipal ou son faisant fonction perçut très vite les réfugiés comme le « dossier de trop ». Harassé par le poids des urgences, soumis aux pressions conjointes et souvent contradictoires de l'autorité préfectorale, de ses administrés et de ses réfugiés, ces élus de terrain vinrent progressivement gonfler les rangs d'une dissidence de plus en plus assumée jusqu'à constituer un véritable front du refus. Cette tendance affecta particulièrement les zones rurales les plus isolées, éloignées des grandes villes et des services administratifs qui auraient pu les soutenir dans leurs actions. Faute de ce soutien, ils succombèrent souvent aux pressions locales d'un monde rural ébranlé par la mobilisation et peu accoutumé à cette découverte de l'altérité. La fronde des élus locaux, miroir des représentations de leurs administrés, fait écho à l'interprétation très juste d'Yves Lequin :

« Une vie difficile oblige à la défense. Tout étranger au groupe qui constitue le cadre social habituel (...) appartient à un monde inconnu, mystérieux. Il suscite crainte, mépris, souvent haine. Il est source de péril (...) Il s'agit moins alors de le mettre à l'écart par des mesures brutales que de se retirer dans un monde clos dont on colmatara soigneusement les accès ³⁹. »

Il reste sans doute beaucoup à faire pour comprendre comment une ligne politique officielle, dans un contexte exceptionnel et angoissant nourrissant une certaine tentation du repli sur soi, pouvait tracer son sillon dans des régions rurales enclavées, où les discours institutionnels, élitistes et urbains disposaient somme toute de peu de relais.

Conclusion :

A partir de 1915, le premier grand exode étant achevé, la victimisation des réfugiés fit place à leur lente et inexorable stigmatisation, l'année 1915 jouant, comme dans bien d'autres domaines, le rôle de pivot. Les réfractaires à la ligne officielle d'union nationale et de solidarité devinrent à la fois plus nombreux et plus audibles. En novembre 1917, les enquêtes préfectorales en vue d'organiser l'accueil d'un futur afflux de réfugiés révélèrent une véritable fronde du terrain, annonçant l'échec et l'abandon en 1918 de la politique d'intégration des réfugiés chez l'habitant et la constitution de cantonnements collectifs de

³⁸ *Ibid.*, p. 110.

³⁹ LEQUIN Yves (sous la dir .), *La mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration*, Larousse, 1988, 480 p., p. 16.

plus en plus nombreux. Pourtant, le souvenir de l'élan national des premiers jours de cet exode tragique et inattendu resta vivace. Certes, la reconstruction de ce mythe d'une nation unie derrière ses victimes ne constitue pas vraiment une donnée historiographique majeure. La vraie tendance de 1920 aux années 2000 fut bien davantage celle d'une mise aux oubliettes des réfugiés de la Grande Guerre, à quelques lignes près exaltant toujours, sans nuance ni mention aux comportements ou aux discours discordants, la solidarité des Bretons. La source unique de ces affirmations hâtives se trouve l'ouvrage d'Émile Gabory, « Les réfugiés chez nous »⁴⁰. Conservateur nationaliste et catholique, il avait été l'une des chevilles ouvrières du comité de secours nantais. Paré d'une implication personnelle sans faille, il se posa clairement après guerre en témoin privilégié, dépositaire d'une mémoire magnifiée de l'accueil fraternel des réfugiés en Loire-Inférieure. S'il reconnut parfois, du bout de la plume, quelques accroc, il ne le fit jamais que pour mieux les minorer, comme il l'écrivit d'ailleurs dans son rapport d'activité sur le comité de secours :

« Les heurts étaient fatals. Il s'en produisit ; mais ils furent limités au minimum ; le temps, grand redresseur de torts, les fit rapidement cesser. Ce serait manquer à la vérité que d'en exagérer le nombre et la partie ⁴¹. » (...) S'il y eut de mauvais habitants, il y eut de mauvais réfugiés ⁴² »

Chantre affiché d'une intégration réussie, il s'efforça de façonner la mémoire de ce pan d'histoire en intervenant directement sur le contenu même du discours à transmettre aux générations futures. Il usa pour ce faire de procédés méthodologiques très discutables. Sa source principale était les enquêtes communales adressées après guerre à tous les maires du département⁴³. Ces rapports rédigés a posteriori prirent souvent la forme de chroniques succinctes et plutôt lisses, gommant toute aspérité susceptible de ternir l'image de leur commune. Cela n'empêcha pas Émile Gabory de se livrer à une véritable relecture, biffant ou annotant de « non ! » définitifs tout passage en contradiction avec sa version des faits. D'autre part, il usa et abusa constamment d'anecdotes créant l'illusion d'une tendance majoritaire et dont l'addition lui tenait lieu de preuves objectives. Tout contre-exemple était ainsi balayé :

« On glanerai d'autres historiettes du même genre ; elles ne prouveraient rien ; ou plutôt, par la noirceur de leurs contrastes, elles feraient briller davantage l'éclat des vrais, des innombrables dévouements dont le séjour des réfugiés au milieu de nous a été l'occasion ⁴⁴ ».

Cette stratégie explique sa rétivité à établir des statistiques précises. A l'appui de sa théorie sur la fusion des communautés, il ne put en citer que deux dans le petit village de Corsept, ajoutant qu'à Nantes, « on les comptait plus ⁴⁵ ». Pour étayer son affirmation sur l'attachement des réfugiés à leur département d'accueil, il ne put mobiliser que trois extraits de lettres. Et que dire du chiffrage des réfugiés de Loire-Inférieure, pour le moins changeant et fantaisiste, évoquant ici « toute une population de quinze, vingt mille, trente mille âmes », effectif gonflé ailleurs à 50 000 avant d'imposer ce chiffre de 60 000 réfugiés qui, tel les 240 000 morts bretons, constitue aujourd'hui une de ces énigmes statistiques bretonnes. Bien que contredite par toute analyse un peu sérieuse, cette estimation perdue encore dans quelques

⁴⁰

⁴¹ Arch. départ. Loire-Atlantique, 2 R 713, rapport sur le fonctionnement du comité de secours.

⁴² *Ibid.*, p. 128.

⁴³ Gabory Emile, 1923, *op. cit.*

⁴⁴ *Ibid.*, p. 96.

⁴⁵ *Ibid.*.

synthèses historiques. Il n'est pas interdit de penser qu'Émile Gabory ait pu sciemment opter pour l'hypothèse haute, la plus apte à rehausser les mérites de son département, à hauteur des sacrifices consentis. Loin donc de la réalité d'une intégration des réfugiés plombée d'avance par l'inanité des réflexions prospectives des autorités françaises d'avant guerre, l'œuvre de Gabory démontre bien cette tendance à reconstruire l'histoire en imposant une image héroïsée d'une nation unie derrière ses victimes et soudée sous la bannière du droit et de la liberté. Si l'action de Gabory n'était sans doute pas dénuée d'arrière pensées politiques, il contribua bien, en gommant ou en minorant toutes les traces de dissidences, à réécrire et à mythifier ce pan de l'histoire nationale que constitue l'exode des réfugiés de 1914. Avec succès du reste puisque à la fin du XXe siècle encore, et en l'absence de toute recherche d'envergure sur la question, une synthèse historique sur l'histoire de la Bretagne insistait encore sur « les bonnes sinon excellentes relations » entre réfugiés et autochtones ⁴⁶.

⁴⁶ CASSARD Jean-Christophe, « La Bretagne dans la guerre de 1914-1918 », in *Histoire de la Bretagne et des pays celtiques*, Skol Vreizh, Morlaix, 1983, p. 16. Ce constat est repris par Christian BOUGEARD, *La Bretagne d'une guerre à l'autre (1914-1945)*, Paris, éditions J.-P. Gisserot, 1999.